

Initiatives ministérielles

programmes sociaux qui, pour la plupart d'entre nous, faisaient partie des structures de notre pays.

À une certaine époque, tous les Canadiens pouvaient profiter également des programmes sociaux. Ce n'est plus vrai de nos jours. Ce contrat n'existe plus. L'universalité est un principe simple, en réalité. Il est si facile à comprendre. Selon ce principe, nous croyons que, toute au long de leur vie, les Canadiens vont contribuer à bâtir et à faire prospérer notre société comme ils l'entendent et comme ils sont capables de le faire sans que personne ne soit exclu des avantages que le Canada aura de ce fait à offrir. C'est cela l'universalité.

Dans la plupart des cas, ces avantages sont imposables pour celui qui les reçoit selon sa catégorie de revenu. C'est une approche juste et universelle. Le député croit que c'est ce qu'ils ont fait, mais il se trompe.

Il faut se rappeler que l'universalité a survécu à des gouvernements des deux allégeances politiques, qu'elle a survécu à des périodes de crise économique et qu'elle est née de la dépression. Pourtant, la tradition qui veut que le gouvernement s'occupe de la santé et du bien-être de tous les Canadiens, peu importe où ils vivent et peu importe leurs moyens, s'effrite depuis 1984 et finira par disparaître complètement.

L'universalité est à peine plus qu'un mot. On offre d'une main et on retire de l'autre. Combien de fois avons-nous entendu le premier ministre déclarer à toute la population canadienne que nos programmes sociaux étaient un trésor sacré? Effectivement, il fut un temps où les beaux discours des conservateurs arrivaient à convaincre les Canadiens que le gouvernement voulait maintenir les programmes sociaux.

Mais cela semble avoir été un masque destiné à cacher la réalité. À maintes reprises, le gouvernement s'est servi de belles paroles pour empêcher les Canadiens de se rendre compte du démantèlement progressif de l'universalité de l'accès aux programmes sociaux et, en particulier, à la pension de sécurité de la vieillesse pour laquelle ces gens ont déjà payé. Ils avaient commencé à payer en 1952 et n'ont pas cessé de le faire jusqu'à présent. Bien sûr, le gouvernement ne veut pas l'admettre.

S'il s'était agi d'un régime de pension privé, le gouvernement n'aurait jamais permis de tels agissements, mais

parce que c'est le secteur public, il pense pouvoir agir sans consulter le public et au détriment de chacun.

Au cours de cinq longues années dans l'opposition, nous avons déployé des efforts considérables pour stopper la lente érosion des avantages sociaux amorcée par le gouvernement.

Dès les premiers jours de leur mandat, les conservateurs ont révélé leurs vrais desseins. Je me reporte au 21 décembre 1984, quelques semaines après leur arrivée au pouvoir, quand le ministre des Finances a proposé pour la première fois la désindexation des pensions de vieillesse. Nous savons ce qui s'est produit. Nous savons ce que M^{me} Solange Denis a dit et comment le nez de Pinocchio n'a pas arrêté de s'allonger depuis.

Les libéraux ont commencé à combattre le gouvernement parce qu'il ne semblait pas comprendre pourquoi nous sommes tellement attachés à l'universalité. C'est parce que les Canadiens croient dans l'équité et l'égalité.

Des voix: Oh, oh!

M. Belsher: Soyez gentille!

Mme Finestone: Je regrette, mais qui se sent morveux, qu'il se mouche! Les Canadiens croient dans l'équité et l'égalité. Les Canadiens estiment que tous ont droit à un traitement équitable, quelle que soit leur situation sociale. Je le dis pour les gens d'en face: si on ne garantit des services qu'à ceux qui en ont le plus besoin, ces services risquent de ne pas valoir grand-chose. Si on ne se sent pas vraiment concernés, on ne s'en soucie pas. C'est pour nous un sujet très préoccupant.

Je voudrais parler de la disposition de récupération des pensions de vieillesse et des allocations familiales des contribuables dont le revenu est supérieur à 50 000 \$. Outre qu'il ait choisi arbitrairement ce chiffre comme seuil, le gouvernement a décidé de ne l'indexer que partiellement sur l'inflation, soit au taux de 3 p. 100.

On voit encore combien ce gouvernement est hypocrite. En effet, comme les élections sont déjà loin et que les gens ont oublié que le premier ministre a promis publiquement à sa mère, à l'Île-du-Prince-Édouard, qu'aussi longtemps qu'il serait premier ministre, il ne toucherait pas aux programmes sociaux, à ceux notamment qui sont destinés aux personnes âgées, sauf pour les améliorer. Vous vous demandiez pourquoi j'ai parlé de Pinocchio tout à l'heure. Vous le savez maintenant. Un autre exem-